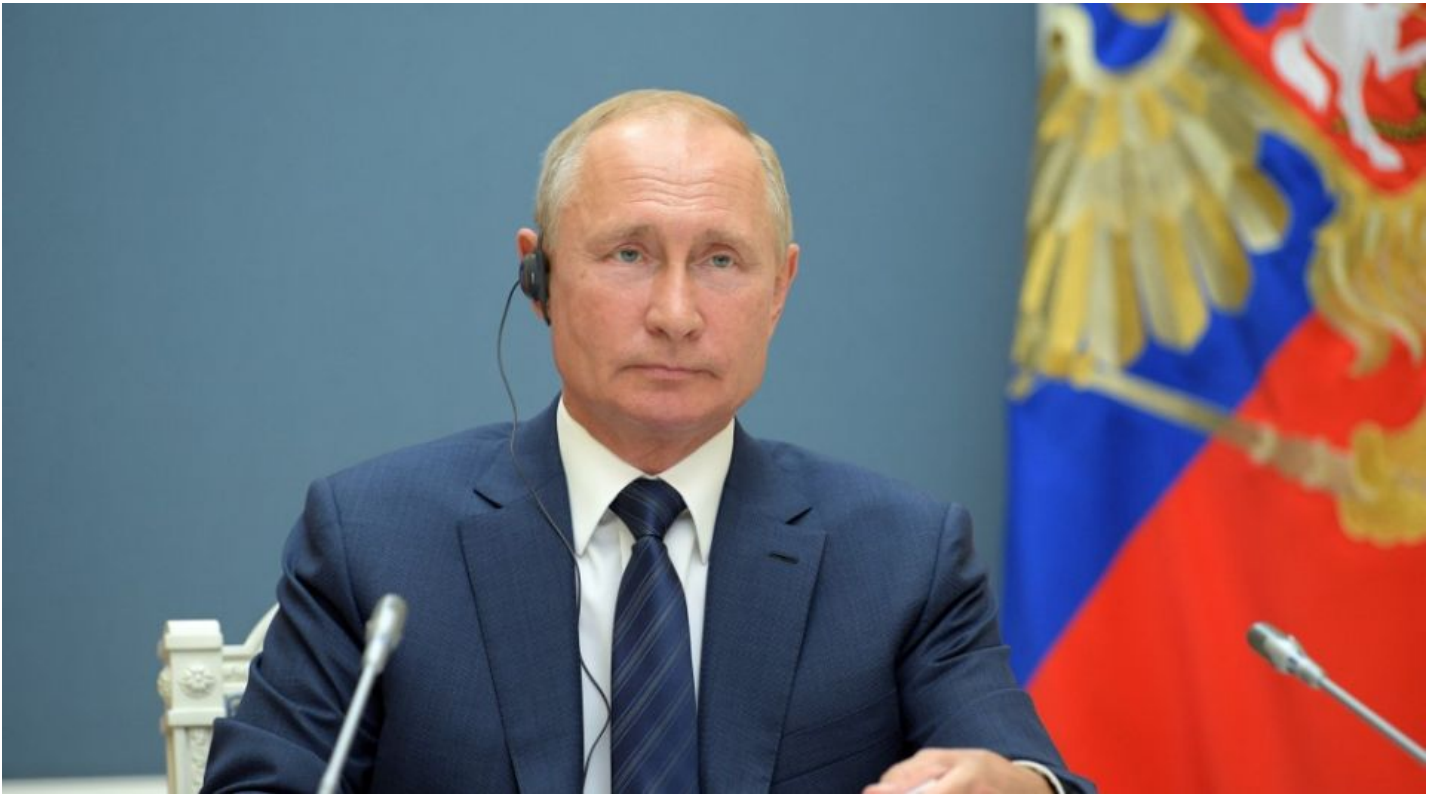


## Ce que s'est vraiment offert Vladimir Poutine avec son référendum et ses 16 années de pouvoir supplémentaires



Les électeurs russes ont voté mercredi 1er juillet en faveur des amendements constitutionnels qui permettront notamment à Vladimir Poutine de briguer deux nouveaux mandats. À quoi pourrait ressembler la Russie ces seize prochaines années ?

Avec Cyrille Bret

Avec Michael

Lambert

### **Atlantico.fr : Vladimir Poutine vient de remporter un référendum constitutionnel ouvrant la voie à son maintien au pouvoir jusqu'en 2036. À quoi pourrait ressembler la Russie ces seize prochaines années ?**

**Cyrille Bret** : en 2036, Vladimir Poutine, né en 1952, aura 74 ans Et la Fédération de Russie, née en 1993 lors de l'adoption de sa constitution post-soviétique, aura 53 ans. Le pays sera jeune et son dirigeant abordera la vieillesse. Si on admet que le dirigeant russe présidera aux destinées du pays pendant encore 16 années, les grandes évolutions structurelles peuvent déjà apparaître dans la continuité des deux « décennies Poutine ».

Premièrement, la Fédération de Russie continuera son retour stratégique. Dans le domaine militaire, les réformes, les interventions et le réarmement produiront des effets pendant au moins une décennie. Par exemple, dans le domaine des missiles, les efforts financiers et technologiques consentis durant la décennie 2010 continueront à produire leurs effets. Et la remontée en puissance de la Russie en Mer Noire, en Méditerranée orientale, en Arctique, dans la Baltique et dans l'Extrême Orient se poursuivra. Ce sont des trajectoires longues et la Russie a peu de chances d'en changer.

De même, sur le plan économique, le modèle d'activité du pays est fondé sur l'importance des grandes compagnies d'Etat et sur les exportations d'hydrocarbures, de minerais et de haute technologie. Ce modèle n'a pas été réformé par l'administration présidentielle. C'est ce qui m'a conduit à parler de « décennie » perdue autrement dit d'absence de diversification économique russe. En 2036, l'économie russe aura sans doute la même structure. Quant à la démographie, stagnante, elle aussi risque de ne pas s'améliorer et de constituer un frein au potentiel de croissance de la Russie.

En revanche, plusieurs phénomènes pourraient changer le visage de la Russie en 2036. Le premier d'entre eux est le changement climatique. Avec le réchauffement, la Russie pourra mettre en valeur des ressources difficilement accessibles sur terre et sur mer. Mais elle sera exposée à de nouveaux risques écologiques. La transition climatique pour la Russie exigera une adaptation forte. Une autre évolution sera, comme partout ailleurs, démographique. La jeune génération des russes n'ayant pas connu l'URSS parviendra partout aux responsabilités. Cela peut donner un nouvel élan au pays à condition que les élites se renouvellent. Et cela peut conduire à l'émergence d'une couche d'entrepreneurs dynamiques à condition qu'ils soient mieux protégés par la loi.

---

La Russie de 2036 continuera à être une puissance économique moyenne axée sur les hydrocarbures, une puissance démographique mal en point mais pourrait également devenir un des postes avancés de la transition climatique.

**Michael Lambert** : Deux points de vue s'opposent sur cette perspective. Pour l'Occident, le résultat du référendum montre une volonté d'établir un régime autocratique. De plus, la présence de Poutine jusqu'en 2036, s'il ne part pas avant, entrave la perspective d'un changement de dynamique entre l'Occident et la Russie, puisque, logiquement, la politique nationale du président russe ne devrait pas changer et s'établir dans la continuité.

Pour une grande partie de la population russe, la République Populaire de Chine, une partie du Moyen-Orient (Turquie), et d'autres pays du monde comme le Venezuela, la permanence de Poutine est un symbole fort de stabilité et permettra d'éviter des changements radicaux. Les périodes de transition sont difficiles dans les régimes centralisés et moins démocratiques, et le résultat du referendum devrait ainsi permettre à plusieurs États de ne pas avoir à changer la ligne politico-militaire au cours de la prochaine décennie.

Paradoxalement, pour l'Union européenne, les États-Unis et l'Otan, ce référendum constitutionnel est l'occasion de mentionner le renforcement de la dynamique autocratique de Moscou, mais aussi d'éviter d'avoir à modifier la réflexion stratégique vis-à-vis de cette dernière. L'approche diplomatique du président russe s'inscrit sur le long terme, et un changement de pouvoir nécessiterait d'adapter la pensée stratégique du monde occidental, ce qui ne sera donc pas le cas.

En conclusion, la Russie ne devrait pas connaître de changements sociétaux au cours des 16 prochaines années, mais au vu des événements récents en mer Noire (crise de Crimée), on pourrait assister à l'émergence de nouvelles tensions territoriales comme ce fut le cas en Abkhazie, avec des régions qui vont connaître un intérêt croissant comme la Gagaouzie (Moldavie).

## **Quels sont les projets de grandes envergures que pourrait mener le chef d'État ? Et ceux qu'il pourrait poursuivre ?**

**Cyrille Bret** : le président russe a déjà annoncé à de multiples reprises les transformations sociales qu'il veut réaliser : relancer la natalité du pays, diversifier le modèle économique, renforcer l'industrie nationale, construire de grandes infrastructures de transport, réduire la pauvreté et les inégalités, etc. Il continuera à tenir ce discours. Mais reste à savoir si cela sera suivi d'effets pour la population russe. Pour le moment, le niveau de vie global a crû depuis 1999 et son accession au pouvoir. Mais les structures fondamentales de la vie socio-économique ont peu évolué.

Du point de vue de l'aménagement du territoire, la mise en valeur de l'Arctique et de l'Extrême-Orient seront des priorités. Il en va de la puissance de projection de la Russie. Mais, là encore, la volonté politique et les capacités d'investissement seront déterminante.

Un phénomène inattendu pourrait être la relance du système de santé russe dont les lacunes et les forces ont été mises en évidence durant la crise du COVID-19. La Russie a la tradition scientifique et les besoins sociaux de devenir une puissance médicale mais le voudra-t-elle ?

**Michael Lambert** : Un renforcement des relations entre Moscou et Beijing est à prévoir dans la prochaine décennie. Pour autant, et comme le mentionne la CIA dans de nombreux rapports déclassés (Freedom of Information Act Electronic Reading Room), le président russe appréhende la perspective de voir la Chine supplanter le smart power de la Russie à l'international, ce qui sera le cas dans les années à venir. On peut donc envisager une politique militaire et économique russe plus active en Asie centrale (Union économique eurasienne) et dans le Pacifique pour protéger les intérêts russes, avec d'éventuelles tensions entre Moscou et Beijing, sans pour autant déboucher sur un conflit.

La présence russe au Moyen-Orient, selon l'importance que le Président russe lui accordera, devrait s'accroître d'une part en raison de l'affaiblissement de l'influence européenne, et d'autre part en raison du basculement de la diplomatie Américaine de l'Europe/Moyen-Orient vers le Pacifique (Chine et Corée du Nord). Les projets d'envergure seront dans les secteurs de l'énergie et du militaire.

La modernisation des forces armées russes avec la démocratisation du T-14 Armata (char), du Su-57 (avion de 5ème génération), des armes nucléaires supersoniques et le développement éventuel d'équipements à plasma (TR-3) pour rattraper les États-Unis sera au cœur de la politique des investissements nationaux. D'une part pour moderniser le pays, mais aussi pour la vente d'armes à l'international dans un monde de plus en plus compétitif.

L'espace sera une question clé pour la prochaine décennie en raison de l'influence croissante de la Chine qui concurrencera les États-Unis et la Russie, et Moscou devra accroître ses investissements dans ce secteur si elle souhaite rester une grande puissance spatiale, au risque d'assister à l'émergence d'un espace bipolaire (Chine - Amérique).

Ceci laisse donc présager une nouvelle dynamique dans les relations entre la Russie et le Kazakhstan pour les lancements mais aussi avec de nouveaux pays tiers qui ne se sentent pas prêts à s'appuyer sur la Chine ou les États-Unis pour développer leurs ambitions spatiales.

D'un point de vue économique, la possibilité de développer des énergies renouvelables semble très peu probable. De même, aucun changement sociétal n'est à envisager, ce qu'une grande partie de la population russe approuve pour diverses raisons et aucun projet d'envergure n'est à envisager.

Le changement majeur sera donc l'adaptation de la Russie aux changements qui viendront de la Chine plutôt que de l'Occident (ce qui était le cas de 1991 à la fin des années 2010). Il y aura donc une transition de l'Europe vers le Pacifique, à l'instar de l'approche de la diplomatie américaine ces dernières années, et des investissements qui suivront en conséquence.

## **Quelles peuvent être les prochaines stratégies géopolitiques menées ?**

**Cyrille Bret** : D'ici 2036, la Russie sera de nouveau à la croisée des chemins géopolitiques : soit achever son « pivot vers l'Asie » dominée par la Chine, au risque de la subordination ; soit reconstruire son influence dans les mondes slaves et post-soviétiques, au

---

risque de l'isolement ; soit, enfin, rejoindre la famille européenne aujourd'hui honnie comme un repoussoir, au risque du revirement.

1<sup>ère</sup> voie : l'alliance avec la Chine. Depuis l'aplanissement des différends issus de la période soviétique, la conclusion du partenariat stratégique bilatéral (1996) et la création de l'Organisation de Coopération de Shanghai (2001), la Russie et la Chine ont mis sur pied une série de forum, d'organisations multilatérales et de mécanismes pour sceller leur « lune de miel » politique et militaire en regroupant autour d'elles certains Etats d'Asie centrale et du Caucase. Surtout depuis que la Russie, en butte aux sanctions de l'Union européenne et des Etats-Unis (2014), favorise les investissements chinois, notamment dans les projets énergétiques comme le site de Yamal et le gazoduc Force de Sibérie – (cf. carte), le développement à long terme de la Russie repose sur une symbiose étroite avec la première économie du continent comme fournisseur de matières premières notamment. Ce « pivot vers l'Asie », mis en exergue régulièrement par le Président russe dans ses discours officiels, a des fondements solides, susceptibles de structurer le 21<sup>ème</sup> siècle russe : la Fédération de Russie et la République Populaire de Chine partagent une vision commune des relations internationales. Pour elles, le respect scrupuleux des principes de souveraineté nationale et de non-ingérence fait corps avec une contestation de l'hégémonie américaine et de la mainmise occidentale sur le système onusien et les institutions de Bretton Woods (FMI, Banque Mondiale). Cette solidarité géopolitique s'exprime dans le fait que les deux pays se soutiennent mutuellement dans la plupart des enceintes internationales, au Conseil de sécurité des Nations-Unies au premier chef, où elles observent une certaine discipline de vote pour éviter les sanctions internationales contre elles et leurs alliés. De plus, les complémentarités sont évidentes entre une économie chinoise où la main-d'œuvre et les industries sont abondantes et une économie russe dominée par les hydrocarbures, les minerais et le complexe militaro-industriel mais où la pénurie de main-d'œuvre est criante.

### 2<sup>ème</sup> voie : la voie slave

Si elle souhaite donner la priorité à son autonomie, la Russie peut privilégier un autre monde à l'horizon 2050. C'est le scénario d'une évolution spécifiquement russe où elle combinerait les solidarités orthodoxes à l'Ouest, l'héritage soviétique en Asie centrale et dans le Caucase et les courants slavophiles à l'intérieur. C'est la « Voie Russe » évoquée dans de nombreux discours par le président russe notamment le 25 avril 2005 dans son adresse au Conseil de la Fédération de Russie. Il s'agit là d'une synthèse<sup>[1]</sup> entre l'eurasisme d'un Gumilev et d'un Dougine, d'un néo-slavophilisme hérité de Soljenitsyne et Danilevski ainsi que d'une rechristianisation de la Russie appelée de ses vœux par le patriarche de Russie, Cyrille.

### 3<sup>ème</sup> voie : la voie européenne

De puissants facteurs peuvent en effet apaiser les différends politiques, militaires et économiques : les convergences structurelles entre Russie et Europe peuvent prévaloir à long terme. La première condition sera la fin graduelle du système présidentiel poutinien. La personnalité et l'ambition du président russe sont en effet le principal obstacle à la coopération entre l'Union européenne et la Fédération de Russie. Si les Russes estiment que l'humiliation des années 1990 est lavée, que le statut de puissance régionale ne leur est plus contesté, que l'extension de l'OTAN n'est plus à l'ordre du jour, un démantèlement graduel du programme anti-européen des années poutine sera envisageable en Russie. De leur côté, les Européens pourront saisir le moment d'un changement de pouvoir en Russie pour réduire significativement des sanctions dont l'efficacité s'érode et reprendre le dialogue politique avec leur voisin.

La Russie pourrait trouver dans l'Union européenne un appui pour plusieurs chantiers essentiels. Sur le plan intérieur, l'Union européenne peut offrir à la Russie ce dont elle a manifestement besoin : des investissements, des technologies, une réindustrialisation et des normes juridiques propices à la diversification de son économie.

D'ici à 2036, la Russie devra choisir son monde... et redéfinir son identité.

**Michael Lambert** : Les États partiellement reconnus seront au cœur des relations entre l'Occident et la Russie (Abkhazie, Ossétie du Sud, Transnistrie, Haut-Karabakh, Tchétchénie, Ukraine orientale) dans la mesure où c'est dans ces territoires que se jouera l'avenir des élargissements de l'Otan et de l'Union européenne. Loin de se limiter à l'Europe, la Russie devra prendre position sur Taïwan et soutenir ou non les actions de la Chine dans cette partie du monde et vice versa.

Il est probable que Moscou réagira et prendra position sur une Union européenne qui connaîtra plusieurs évolutions au cours de la prochaine décennie. Les minorités russophones en Estonie et Lituanie, une Europe post-BREXIT, le retour du populisme, sont autant de questions qui seront importantes pour la Russie. De nouvelles alliances sont à envisager entre la Russie et certains pays européens tels que la Grèce et l'Italie dans un contexte d'affaiblissements de l'Union européenne, et des divisions entre Nord et Sud de l'UE.

L'Arctique sera également au cœur de la politique de Poutine pour des raisons économiques et stratégiques (chemin le plus rapide pour rejoindre les Etats-Unis), tandis que la faible démographie de la Russie nécessitera de repenser la stratégie visant à attirer des personnes en provenance de régions plus dynamiques (Amérique latine, Moyen-Orient, Afrique) pour pallier au manque de gens jeunes en Russie, ce qui nécessitera de repenser le soft power. la politique universitaire et les accords bilatéraux notamment au sein des BRICS.

---

[1] Michel Eltchaninoff, *Dans la tête de Vladimir Poutine*, Paris, Actes Sud, 2015, p. 102.